

## POUR VOS DOSSIERS

### Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin tombait (1)

Le 9 novembre 1989, après avoir séparé Berlin de façon hermétique pendant vingt-huit ans et près de trois mois, le Mur de Berlin, érigé le 13 août 1961, tombait, marquant de façon quasi officielle la chute du communisme en Europe centrale et orientale et préfigurant la disparition de l'URSS. Ironie de l'histoire, la chute du Mur intervenait le jour anniversaire de la mort du général de GAULLE (9 novembre 1970), qui avait été, entre 1958 et 1961, l'un des plus ardents partisans de la fermeté face à l'URSS, lors de la "Crise de Berlin".

La situation de Berlin entre 1949 et 1989, est la conséquence de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale : après les conférences de Yalta, en février 1945, et surtout de Potsdam, en juillet-août 1945, Berlin a été partagée entre quatre secteurs (soviétique à l'est, américain et anglais à l'ouest, le secteur français étant créé à partir des deux autres secteurs occidentaux). Si, dès 1945, les vainqueurs de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France d'un côté, URSS de l'autre, ne nourrissent aucune illusion quant à l'avenir de leur coopération, la Guerre froide débute réellement en 1947, après l'annonce du Plan Marshall. La Pologne et surtout la Tchécoslovaquie, qui pensaient pouvoir rester relativement indépendantes et servir de pont entre le monde occidental et l'URSS, se voient intimé brutalement et fermement l'ordre de refuser l'aide américaine. Alors que les pays occidentaux qui avaient des ministres communistes les écartent du gouvernement, notamment en France, les régimes pro-soviétiques s'installent de façon officielle dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le Coup de Prague, en février 1948, qui donne le pouvoir, légalement, en respectant le régime parlementaire, au Parti communiste est sans doute l'exemple le plus typique de l'évolution de l'Europe et du rapport Est-Ouest : les arrestations se multiplient, les libertés sont rapidement confisquées, et le pays s'enfoncé dans une dictature très dure.

L'Allemagne, pays totalement vaincu en 1945, et partagé en zones d'occupation, devient bien évidemment l'un des enjeux de la Guerre froide et de l'affrontement entre les deux blocs, Berlin, capitale ruinée et partagée, située en pleine zone soviétique, apparaissant comme une sorte d'île dans le bloc communiste, enjeu des luttes entre les deux camps. En décembre 1946, les zones d'occupation américaine et britannique sont unifiées, avant d'être rejointes par la zone française, et de créer une "trizone", disposant d'un début de régime d'inspiration parlementaire et fédérale, sous contrôle des commandements alliés. En mars 1947, MOLOTOV avait remis à ses collègues occidentaux un projet de création d'un Etat allemand unitaire décentralisé, sur la base d'une constitution élaborée par le conseil de contrôle et par des représentants allemands, et approuvée par référendum. Les puissances occidentales avaient refusé cette proposition. De fait, les rapports sont déjà tendus entre les vainqueurs, alors que l'URSS utilise sa zone d'occupation pour percevoir des réparations, tout en nationalisant l'économie et en partageant les terres agricoles. Une dernière conférence, en novembre 1947, à Londres, n'aboutit à rien, alors que les pays occidentaux veulent créer une monnaie unique pour la "trizone". De fait, en juin 1948, constatant l'impossibilité d'un accord avec Moscou sur les mesures à prendre pour enrayer la très forte inflation, véritable hantise pour les Allemands depuis la fin de la Première guerre mondiale, les commandants en chef américain, britannique et français créent dans la "trizone", et dans leur secteur de Berlin le Deutsche Mark (qui devait vivre jusqu'à la création de l'euro). Le 24 juin 1948, l'URSS interdit tout trafic par voie de terre vers Berlin, les livraisons de courant électrique et de charbon ayant été interrompues dès le 23 juin. Dès le 26 juin, le "pont aérien" commence : l'URSS ne bouge pas, croyant à son échec ; lorsque Moscou réagit, le trafic aérien, réalisé par les Alliés occidentaux, est

très avancé, et ne peut plus être stoppé sans un réel conflit, auquel l'URSS renonce, alors que le président TRUMAN, dont le pays est toujours le seul à disposer de l'arme atomique, a fait transférer en Europe des groupes de bombardiers. Le pont aérien durera près d'un an, jusqu'à l'accord du 12 mai 1949 : en contrepartie de la levée du blocus, les puissances occidentales abandonnent les mesures de rétorsion prises à l'encontre de l'URSS, et acceptent le principe d'une nouvelle conférence sur la question allemande. Pour gêner, voire empêcher l'extension de la réforme monétaire de juin 1948, l'URSS a créé dans le secteur oriental de Berlin une municipalité distincte. Après la fin du blocus, l'accès de ce secteur redevient libre, et ses habitants peuvent se rendre à l'Ouest comme ils le souhaitent. Alors que CHURCHILL, le premier, a utilisé l'expression du "rideau de fer", Berlin reste la seule brèche dans ce rideau.

Le blocus de Berlin laisse bien évidemment des traces. Ainsi, dans la zone d'occupation soviétique, le Parti socialiste unifié-SED, seul parti autorisé, soumet à trois congrès du peuple, en novembre 1947, mars 1948 et mai 1949, un projet de constitution fortement inspiré de la constitution de l'URSS. Cette constitution doit bien entendu être valable pour toute l'Allemagne, qui a vocation à se réunifier sous la férule de Moscou. Alors que dès le 5 mai 1949, dans la droite ligne des conséquences du blocus, la République fédérale d'Allemagne a été créée et s'est dotée d'une constitution fédérale, le 7 octobre, la République démocratique allemande voit le jour. Les deux Allemagne sont nées, Berlin est séparée en deux zones.

L'installation des régimes de type stalinien dans l'ensemble des pays du bloc soviétique, qui semble acquise après 1949, ne va cependant pas sans difficultés. Ainsi, au printemps 1953, les ouvriers se soulèvent à Berlin-Est, ce qui entraîne une répression féroce. En octobre et novembre 1956, c'est au tour de la Pologne, puis de la Hongrie, dont les populations ont toujours marqué une vive hostilité à l'encontre des Russes et du régime communiste, de se soulever, avant l'intervention des forces soviétiques et le déchaînement d'une répression très dure. Or, les soulèvements de l'automne 1956 interviennent trois ans après la mort de STALINE, qui a entraîné sinon une très relative libéralisation, du moins la fin d'un totalitarisme violent et meurtrier, mais aussi quelques mois après le 20<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique et sa dénonciation des crimes staliniens ; à l'évidence, l'URSS, même si elle a entamé un début de transformation, n'est pas disposée à abandonner ses positions et à renoncer à ses Etats satellites, après la brouille avec la Yougoslavie de TITO.

Alors que l'URSS n'a pas renoncé à faire prévaloir ses vues sur l'Allemagne, en réclamant un traité de paix et la réunification autour du régime communiste, dix ans après le blocus de Berlin, l'ancienne capitale allemande (devenue capitale de la République démocratique allemande) va de nouveau être l'enjeu d'une crise, la "Crise de Berlin". Par ailleurs, outre la Yougoslavie de TITO, l'URSS de KHROUCHTCHEV doit surtout faire face aux critiques de la Chine de Mao.

Le Plan Marshall a grandement facilité la reconstruction de Berlin-Ouest, quand Berlin-Est porte toujours les stigmates de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale. Les Allemands de l'Est passent en masse à l'Ouest précisément par Berlin (plus de trois millions entre 1949 et 1961 surtout des cadres, ingénieurs, médecins...). Espérant peut-être réaffirmer sa prééminence sur le camp communiste face à la Chine, et réussir là où STALINE a échoué, KHROUCHTCHEV veut utiliser Berlin pour renforcer sa position. Alors que les tensions augmentent entre Moscou et Pékin au cours de l'été 1958, et sans doute agacé par la rencontre entre le général de GAULLE et le chancelier ADENAUER, scellant le début de la réconciliation franco-allemande, le dirigeant soviétique demande le 27 novembre 1958 aux Occidentaux de renoncer à leurs droits d'occupation sur Berlin, considérant que l'Allemagne doit être réunifiée autour de la zone orientale.

**LIRE - VOIR - ENTENDRE****A LIRE** <

☑ **"Le Siècle Rouge, les mondes communistes 1919-1989" par M. Jean-Christophe BUISSON (aux Editions Perrin).** Alors que le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du Mur de Berlin va être commémoré, M. Jean-Christophe BUISSON, directeur adjoint de "Culture et arts de vivre" à la rédaction du "Figaro Magazine", auteur de nombreux ouvrages, notamment "Héros trahi par les Alliés : le général MIHAÏLOVIC, 1893-1946" (1999), et "1917, l'année qui a changé le monde" (2017), présente, dans ce nouveau livre, "une histoire-monde illustrée des communismes de la fondation de la IIIème Internationale à la chute du Mur de Berlin". Construit sous la forme d'une chronologie commentée et illustrée, l'ouvrage est divisé en 7 grandes périodes : "1919-1929, Cette lumière qui vient de l'Est", "1930-1939, Entre rêves et cauchemar", "1940-1949, A la conquête du monde", "1950-1959, Première fractures, premières ruptures", "1960-1969, Ultimes illusions", "1970-1979, Crises de foi", "1980-1989, c'est la chute finale". L'auteur analyse ce phénomène politique, qui, par réaction, a suscité le fascisme et le nazisme, s'interrogeant sur ce qui a pu pousser de nombreux esprits brillants à soutenir cette cause, tout en présentant d'une certaine manière une histoire de l'anticommunisme.

**A VOIR - A ENTENDRE** <

→ La plupart des émissions signalées peuvent être vues ou écoutées en différé sur les sites Internet des médias concernés.

Mardi

- 7h15 **Radio Classique** : M. Jean-Louis BANCEL, président du Crédit Coopératif ("Radio Classique info")
- 7h30 **Public Sénat** : M. Didier MANDELLI, sénateur (LR) de la Vendée ("Bonjour Chez Vous !" – Oriane MANCINI)
- 7h38 **France 2** : L'ancienne ministre Ségolène ROYAL, ambassadrice pour les pôles ("Les Quatre vérités")
- 7h40 **Sud Radio** : M. Aurélien PRADIE, député (LR) du Lot et secrétaire général des Républicains
- 7h45 **RTL** : L'ancien ministre Benjamin GRIVAUX, candidat (REM) à la mairie de Paris ("L'invité de RTL MATIN" - Alba VENTURA)
- 7h50 **RFI** : M. Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ("L'invité du matin")
- 8h00 **Public Sénat** : Mme Valérie RABAULT, présidente du groupe PS à l'Assemblée nationale et députée de Tarn-et-Garonne ("Bonjour Chez Vous !" – Oriane MANCINI)
- 8h15 **BFM Business** : L'ancien ministre Arnaud MONTEBOURG, fondateur de "Bleu Blanc Ruche" ("Good morning business" - L'interview d'Hedwige CHEVRILLON)
- 8h15 **CNews** : M. Frédéric PECHENARD, vice-président (LR) du conseil régional d'Ile-de-France, vice-président de LR ("L'interview politique")
- 8h30 **LCI** : M. Gabriel ATTAL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse ("L'invité de LCI Matin")
- 8h30 **France Info** : M. Yannick JADOT, député au Parlement européen (Europe Ecologie - les Verts) ("8.30 franceinfo" - Marc FAUVELLE et Renaud DELY)